



Ville de CLAMECY

Place du 19 août
58500 CLAMECY

**Marché d'exploitation des
installations collectives de
chauffage, d'ECS, de
ventilation et de climatisation**

2025-2030

Règlement de la Consultation

(R.C.)

Date limite de remise des offres : mercredi 21 mai à 12h00



SOMMAIRE

1.	PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE	4
2.	OBJET DU MARCHE.....	4
2.1	Généralités.....	4
2.2	Type de marché – Nomenclature communautaire	4
2.3	Mode de passation.....	4
3.	LIEU D'EXECUTION ET DE LIVRAISON.....	4
4.	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES	5
4.1	Quantités à fournir	5
4.2	Division en lots	5
4.3	Variante exigée.....	5
4.4	Autorisation des variantes	5
5.	DUREE DU MARCHE OU DELAI D'EXECUTION	6
5.1	Durée du marché	6
5.2	Date prévisionnelle de début des prestations	6
6.	CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE.....	6
6.1	Cautionnement et garanties exigées	6
6.2	Modalités de financement et de paiement.....	6
6.3	Forme juridique de groupement (le cas échéant).....	6
6.4	Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
7.	CONDITIONS DE PARTICIPATION	7
8.	CONDITIONS DE DELAIS.....	8
8.1	Date limite d'obtention des documents contractuels et additionnels	8
8.2	Date limite de remise des offres.....	8
8.3	Délai de validité des offres	8
9.	RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU D.C.E.	9
9.1	Contenu du dossier de la consultation	9
9.2	Modalités d'obtention du dossier de consultation	9
10.	PRESENTATION CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
10.1	Documents à produire.....	10
10.2	Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
10.2.1	Transmission électronique	12
10.2.2	Transmission papier	13
11.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	14
11.1	Sélection des candidatures	14
11.2	Jugement des offres	14
11.3	Suite à donner à la consultation	15
12.	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16

12.1	Demande de renseignements par le candidat.....	16
12.2	Visite des sites.....	16
13.	PROCEDURES DE RECOURS.....	17

1. PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE

La personne publique contractante est :

VILLE DE CLAMECY
Place du 19 août
58500 CLAMECY

Représentée par :

Monsieur Nicolas BOURDOUNE
Maire de Clamecy

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1 Généralités

Marché d'exploitation des installations collectives de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation et de climatisation du patrimoine de la Ville de Clamecy : 22 sites.

Le marché est de type P.F.I. et P.F.

Le marché comprend la réalisation des prestations de petit entretien P2 et des prestations de garantie totale des matériels P3, ainsi qu'une clause d'intéressement aux économies d'énergie.

2.2 Type de marché – Nomenclature communautaire

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Catégorie de service : 1 – Services de réparation, d'entretien et d'installation
Code CPV : 50721000-5 Exploitation d'installations de chauffage

2.3 Mode de passation

Le présent marché est passé sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

3. LIEU D'EXECUTION ET DE LIVRAISON

Clamecy (Département de la Nièvre - 58)

4. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

4.1 Quantités à fournir

Marché d'exploitation des installations collectives de chauffage, d'ECS, de ventilation et de climatisation. 22 sites :

- 3 chaufferies fioul
- 18 chaufferies gaz

4.2 Division en lots

☐ Oui ☒ Non

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence, risque de rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution des prestations.

Description :

Lot unique.

Marché d'exploitation des installations collectives de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation et de climatisation.

Le marché est de type P.F.I. et P.F.

4.3 Variante exigée

☐ Oui ☒ Non

Le marché ne comprend pas de Variante exigée.

4.4 Autorisation des variantes

☐ Oui ☒ Non

5. DUREE DU MARCHÉ OU DELAI D'EXECUTION

5.1 Durée du marché

La durée du marché est de 5 ans.

5.2 Date prévisionnelle de début des prestations

1^{er} octobre 2025.

6. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

6.1 Cautionnement et garanties exigées

Pas de caution demandée.

6.2 Modalités de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur fonds propres.

Les conditions de paiement sont détaillées au C.C.P.

6.3 Forme juridique de groupement (le cas échéant)

Groupement conjoint avec mandataire solidaire.

6.4 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du C.C.P. qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

7. CONDITIONS DE PARTICIPATION

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Dans un souci de bonne exécution des prestations objet du marché qui sont étroitement liées entre elles, en cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, la constitution en groupement conjoint avec mandataire solidaire sera exigée après l'attribution du marché pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

En cas de candidature présentée par un groupement, les renseignements et documents à fournir par chaque membre du groupement sont les mêmes que ceux exigés pour un candidat individuel, sauf mention contraire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire **dotée des compétences nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le Cahier des Clauses Particulières.**

8. CONDITIONS DE DELAIS

8.1 Date limite d'obtention des documents contractuels et additionnels

10 jours avant la date de remise des offres.

8.2 Date limite de remise des offres

Mercredi 21 mai à 12h00.

8.3 Délai de validité des offres

Le délai est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

9. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU D.C.E.

9.1 Contenu du dossier de la consultation

- La présent Règlement de la Consultation
- Le Cahier des Clauses Particulières et ses annexes
- L'Acte d'Engagement et ses annexes

9.2 Modalités d'obtention du dossier de consultation

Le dossier complet est UNIQUEMENT disponible gratuitement sur le profil acheteur du Groupement Hospitalier Territorial de la Nièvre (58) :

<https://www.ternum-bfc.fr>

La référence du dossier permettant de rechercher la consultation est renseignée en page de garde du présent Règlement de Consultation.

Les soumissionnaires sont invités à s'authentifier sur le site internet et notamment à indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

10. PRESENTATION CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Le nombre de candidats admis à présenter une offre n'est pas limité.

10.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Autorisation spécifique ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de fournir le service dans le pays d'origine du candidat	Oui
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Attestation de compétence amiante pour les activités mentionnées à la sous-section 4 (code du travail) : fonctions opérateurs, encadrement de chantier et encadrement technique, conformément à l'arrêté du 23 février 2012. Qualifications exigées aux co-traitants et sous-traitants.	Non
QUALIBAT : 5543 -Exploitation avec garantie totale d'installations d'importance moyenne (Technicité supérieure)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature et produire les renseignements mentionnés ci-dessus, les candidats sont vivement incités à utiliser le formulaire « **LETTRÉ DE CANDIDATURE** » joint au présent Dossier de Consultation des Entreprises. Il convient d'utiliser une lettre de candidature par entreprise en cas de groupement.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses 2 annexes	Oui
Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché Ce document comprendra toutes les justifications et observations du candidat, pour répondre aux critères d'analyses « techniques » mentionnés à l'article 11.2 du Règlement de Consultation.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

10.2 Conditions d'envoi ou de remise des plis

10.2.1 Transmission électronique

La transmission des offres des candidats se fera obligatoirement par voie électronique sécurisée à l'adresse suivante :

<https://www.ternum-bfc.fr>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme information malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**Ville de CLAMECY
Place du 19 août
58500 CLAMECY**

Le format PDF est imposé pour la transmission des documents. Les fichiers devront être d'une taille inférieure à 60 Mo. Dans le cadre d'un accord-cadre à bon de commande, il conviendra également de transmettre un exemplaire du Bordereaux de prix unitaires (BPU) en format excel.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère.

Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS. Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les documents transmis devront être compatibles avec le logiciel Microsoft

10.2.2 Transmission papier

Il est rappelé que depuis le 1^{er} octobre 2018, les plis papier ne sont plus autorisés, les propositions des candidats doivent être transmises par voie dématérialisée selon les conditions de l'article précédent.

11. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

11.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

11.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Le jugement des offres sera effectué selon les critères suivants :

Intitulé	Critère de jugement	Echelle de notation
Valeur technique	Note n°1 : détail du temps estimé par tâche	10
	Note n°2 : organisation générale et gestion des dépannages et des astreintes	10
	Note n°3 : dimensionnement des cibles énergétiques et moyens mis en œuvre pour les atteindre	10
	Note n°4 : détail du poste P3 et échancier	30
Valeur prix	Note n°5 : prix des prestations	40

A – La note n°1 (détail du temps passé) est appréciée en fonction :

- Du nombre d'heures annuelles de main d'œuvre par tâches (exploitation, encadrement) que les candidats estiment nécessaires pour réaliser l'ensemble des prestations d'entretien,
- De la cohérence de la décomposition du prix P2 proposée

B – La note n°2 (organisation des dépannages) est appréciée en fonction :

- Du personnel (spécialisation et nombre) affecté directement ou indirectement à la réalisation du marché,
- De l'organisation générale de l'entreprise et de l'astreinte en particulier,

B – La note n°3 (dimensionnement des NB) est appréciée en fonction :

- De la pertinence des cibles proposées,
- Des moyens mis en œuvre pour les atteindre

C – La note n°4 (détail du poste P3) est appréciée en fonction :

- De la pertinence des travaux d'amélioration proposés en fonction de la vétusté des équipements,
- Des économies d'énergie apportées (baisse des engagements de consommations), en référence aux dispositions réglementaires
- De l'échéancier et des coûts proposés

D – La note n°5 (prix des prestations) est jugée par comparaison par rapport à l'offre du moins-disant sur les postes suivants :

- Engagements de consommations des installations P.F.I. : 10 points
- Prix P2 + P3 (toutes installations confondues) : 26 points
- Coefficients sur le matériel et coût de la main d'œuvre (dans le cadre des travaux de garantie totale P3) : 4 points

11.3 Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique

Si l'offre déposée n'a pas été signée électroniquement, le candidat retenu devra renvoyer l'acte d'engagement revêtu d'un certificat de signature électronique : transmission via la plateforme Territoires Numériques de Bourgogne Franche Comté.

12. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

12.1 Demande de renseignements par le candidat

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.ternum-bfc.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de ne pas répondre dans l'hypothèse où des plis auraient été déposés dans un souci d'égalité de traitement.

12.2 Visite des sites

La visite des sites est obligatoire.

La visite est possible sur inscription préalable à la date suivante :

- **Mardi 29 ou Mercredi 30 avril 2025 – Horaire à définir**

Le départ de la visite s'effectuera depuis la Mairie de Clamecy.

Pour participer à la visite, les candidats devront se faire connaître et s'inscrire 48 heures à l'avance à cette adresse mail :

services.techniques@mairie-clamecy.fr

13. PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent :

Tribunal Administratif de Dijon
22, rue d'Assas
21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00
Télécopie : 03 80 73 39 89
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Dijon
22 rue d'Assas
21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00
Télécopie : 03 80 73 39 89
Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://dijon.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges
79, cours Charlemagne
69002 LYON